ACTE POUR ÉTABLIR UNE COMMISSION
PROVINCIALE D'HYGIÈNE ET POUR
D'AUTRES FINS CONCERNANT
LA SANTÉ PUBLIQUE.

(Sanctionné le 21 Juin, 1886.)

1o. Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1o Sept personnes peuvent être nommées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour former une Commission d'Hygiène dans la province, sous le nom de : "Commission provinciale d'hygiène de Québec," ayant pour but de s'occuper de tout ce qui intéresse la santé publique en cette province. Quatre au moins doivent être médecins, entrés sur le registre d'après la loi relative à la médecine et à la chirurgie, et ayant au moins cinq ans de pratique.

2o. Quatre des membres peuvent être nommés pour une période de deux années, et trois autres pour une période de trois années.

Les nominations subséquentes se font pour une période de trois.

Tout membre sortant de charge peut être nommé de nouveau.

3o. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil nomme le président de la Commission et le secrétaire.

4o. Le Président reçoit un traitement n'excédant pas 400 piastres.

Les services des autres membres de la commission sont gratuits, et il leur est accordé aucune compensation ou honoraire ; mais les dépenses de voyage leur sont payées.

Le Secrétaire reçoit un traitement n'excédant pas \$1500 par année.

Les dépenses de la Commission sont payées à même les sommes d'argent qui sont de temps à autre appropriées par la législature pour cette fin.

5o. La Commission Provinciale d'Hygiène est chargée :

1o D'étudier spécialement les statistiques vitales de la province et de s'appliquer à faire servir, d'une manière intelligente et avantageuse, l'ensemble des données recueillies sur la mortalité et la maladie parmi le peuple ;

2o De faire des perquisitions sanitaires et des enquêtes sur les causes des maladies et surtout des épidémies ; sur les causes de la maladie et l'effet que peuvent avoir sur la santé du peuple, les emplois, les conditions, les habitudes et autres circonstances ;

3o D'étudier la manière de prévenir les maladies contagieuses et infectes, et la manière dont elles s'introduisent ;

4o De faire des suggestions qu'elle croit les meilleures et les plus propres à détourner les maladies ou à en circonscrire les effets ;

5o D'encourager la formation de commissions locales d'hygiène et de tenir un registre de ces commissions locales et des noms de leurs membres ;

6o De donner, lors qu'elle en est requise ou qu'elle le juge à propos, des avis aux fonctionnaires du gouvernement ainsi qu'aux commissions locales d'hygiène, au sujet de la santé publique, et sur les mesures à prendre pour la protéger, sur la position, le drainage, l'approvisionnement de l'eau, la manière de disposer des excréments, le chauffage et la ventilation de toute institution ou de tout bâtiment public.

7o Dans toute municipalité où il y a une commission d'Hygiène nommée en vertu de sa chartre, ou du code municipal ou de l'acte des clauses générales des Corporations de villes, telle commission d'Hygiène est la commission locale d'Hygiène pour les fins du présent acte.